

50521 441 / 19

825

(1939)

Délégation donnée par le Président au Directeur Général.
(Temps de guerre)

C.D. 5. 9.39 II bis

P.V.COURT
et STENO

Délégation donnée par le
Président au Directeur
Général.-

QUESTION II^{bis} - Délégation donnée par
le Président au Directeur Général.-

M. LE PRÉSIDENT rend compte de ce que, dans le cadre de la délégation qui lui a été consentie par le Comité de Direction pour le temps de guerre, suivant délibération du 30 août 1939, il a délégué de façon permanente à M. le Directeur Général les pouvoirs ci-après :

"I - MARCHES ET TRAITES

1°) Fournitures, travaux, etc... : limites des pouvoirs de

M. le Directeur Général portées à la séance :
- 8 millions pour les marchés,
- 4 millions en valeur absolue pour les avenants.

2°) Traités spéciaux :

- factage et camionnage : tout (limite : villes de 150.000 habitants),
- exploitation d'hôtels, buffets et buvettes : tout

Comptes rendus hebdomadaires (limite 200.000 francs).

"II - FINANCES : sans changement.

"III - CONTENTIEUX, ASSURANCES, RECLAMATIONS, DOMMAGES, etc...

Les règles intérieures particulières qui restreignaient les délégations données à M. le Directeur Général sont supprimées ; les délégations définies "à l'égard des tiers" demeurent seules valables.

D'autre part, en matière de compromis, transactions, acquisitions, désistements, etc..., la limite des pouvoirs de M. le Directeur Général est élevée de 500.000 francs à un million.

.....

"IV - IMMEUBLES :

Comme au III, les règles intérieures particulières sont supprimées, et les délégations consenties "à l'égard des tiers" restent seules valables.

" V - REPRESENTATION DE LA S.N.C.F. : sans changement.

"VI - TARIFS :

M. le PRESIDENT délègue à M. le Directeur Général le pouvoir de présenter au Ministre les propositions n'entraînant pas de pertes de recettes supérieures à 500.000 francs, et ne comportant ni réduction de plus de 40 %, ni prix à la tonne kilométrique inférieur à 0 fr 15.

D'autre part, il lui donne pouvoir de présenter toutes propositions dont l'urgence est justifiée.

"VII - CAISSE DE RETRAITES : sans changement.

"VIII - PROJETS :

M. LE PRESIDENT donne au Directeur Général délégation pour approuver :

- | | |
|--|--|
| - les projets ordinaires dont le montant total ne dépasse pas 5 millions ; |) sans que la part à la charge de la S.N.C.F. excède 2 millions. |
| - les projets militaires dont le montant total ne dépasse pas 8 millions. | |

Le Directeur Général adressera un compte rendu sommaire au Président de chaque décision prise en application des nouveaux pouvoirs ainsi délégués."

QUESTIONS DIVERSES

- a) Délégation du Comité au Président en ce qui concerne les projets militaires.

P.V.COURT

a) Comme suite à sa délibération du 30 août 1939, le Comité délègue au Président du Conseil d'Administration pouvoir d'approuver les projets établis à la demande de l'autorité militaire dont le montant total ne dépasse pas 20 M. et sous réserve que la part à la charge de la S.N. n'excède pas elle-même 5 M.

STENO

M. LE PRESIDENT.- Comme suite aux délibérations du Comité du 30 août et du Conseil du 1er septembre dernier, j'ai reçu délégation du Comité, dans la limite des pouvoirs que celui-ci exerçait par lui-même sous le régime du temps de paix.

Mais il apparaît nécessaire de relever la compétence qui m'a été ainsi dévolue en ce qui concerne les projets militaires dont la dépense totale ne sera pas supportée entièrement par la S.N.C.F.

Il vous est donc proposé de me déléguer les pouvoirs d'approuver les projets établis à la demande de l'autorité militaire, dont le montant total ne dépasse pas 20 millions, la part à la charge de la Société Nationale n'excédant pas elle-même 5 millions.

M. GRIMPRET.- Qui a qualité pour fixer la part incombant à la S.N.C.F. ?

M. LE BESNERAIS.- Cette part est déterminée dans chaque cas, après discussion entre le Ministère de la Guerre et la Société Nationale.

M. GRIMPRET.- Mais notre intervention est-elle

nécessaire lorsqu'il s'agit de projets qui n'entraînent aucune dépense à la charge de la S.N.C.F.?

M. LE BESNERAIS. - Théoriquement oui, car ces projets nous intéressent néanmoins. D'après les dernières délégations données, M. le Président xxx a qualité pour approuver les projets inférieurs à 10 millions, et tout projet supérieur à cette somme doit être soumis au Comité.

- Si l'on considère le montant global des projets (part incombant à l'autorité militaire et part incombant à la S.N.C.F.) tous les projets supérieurs à 10 millions sont de la compétence du Comité.

- Si l'on ne retient au contraire que la part incombant à la Société Nationale, le Président aurait qualité pour approuver ces projets quel qu'en soit le montant global, pourvu que cette part soit inférieure à 10 millions et, dans cette hypothèse, la délégation que nous vous proposons n'aurait pas de raison d'être.

Mais je crois qu'il ne faut pas envisager la question sous ce seul aspect.

Nous avons un intérêt primordial à être tenus au courant, au point de vue technique, de tous les projets établis à la demande de l'autorité militaire. Il ^{faut} ~~qu'il~~ que nous puissions les examiner dans leur ensemble.

M. LE PRÉSIDENT. - D'autant que l'exécution de ces projets peut avoir des conséquences en ce qui concerne notre propre exploitation.

M. TIRARD. - Cela nous permettrait éventuellement d'y faire apporter les modifications utiles pour que nous puissions, même après la guerre, en tirer profit pour notre exploitation.

M. LE BESNERAIS. - C'est pour cette dernière raison d'ailleurs qu'il est prévu une participation de la S.N.C.F. à ~~une part de~~ la dépense.

M. LE PRÉSIDENT. - Les propositions sont approuvées.